



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 8, 1^{er} mars 2011

CONTENU

Point de mire : Economic Report of the President 2011

Les pays émergents stimulent la croissance des exportations américaines.....	1
L'ouverture des marchés émergents, une priorité pour la politique commerciale	2

Relations commerciales

Imposition de sanctions contre la Lybie.....	3
--	---

Études économiques et articles connexes	5
---	---

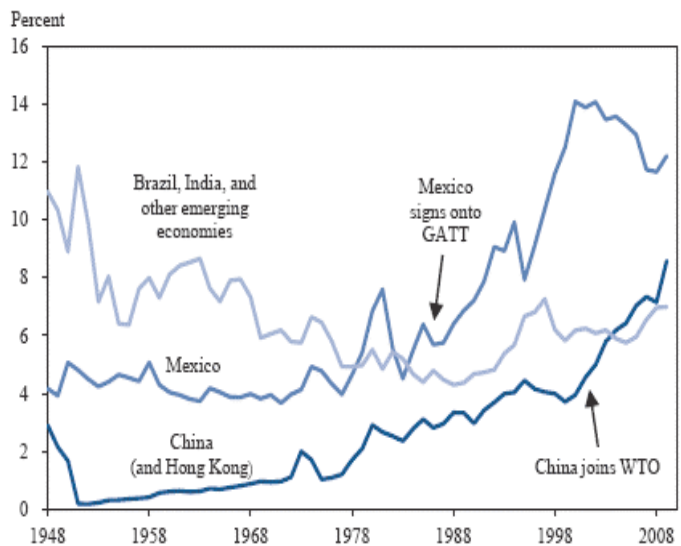
Point de mire : Economic Report of the President 2011

Préparé comme chaque année par le *Council of Economic Advisers* (CEA), le Rapport économique du Président est paru le 23 février dernier. Il avance, entre autres, que le développement des pays émergents est essentiel pour soutenir la reprise économique et rééquilibrer la croissance américaine, et qu'en conséquence, la politique commerciale doit prioriser l'ouverture de ces marchés.

Les pays émergents stimulent la croissance des exportations américaines

L'augmentation de la part des marchés émergents dans le total des exportations américaines est une tendance lourde des dernières années. Le Mexique, après la libéralisation de son économie dans les années 1980, et la Chine, depuis le tournant des années 2000, représentent l'essentiel de cette augmentation. Les exportations vers le Mexique correspondaient à 12 % du total des exportations américaines en 2010, tandis que celles vers la Chine correspondaient à près de 8 %. Cependant, la part des exportations à destination de l'Inde, du Brésil et des autres pays émergents est restée relativement faible, s'élevant à environ 6 % du total en 2010.

Figure 4-9
Share of U.S. Goods Exports to Major Emerging Economies

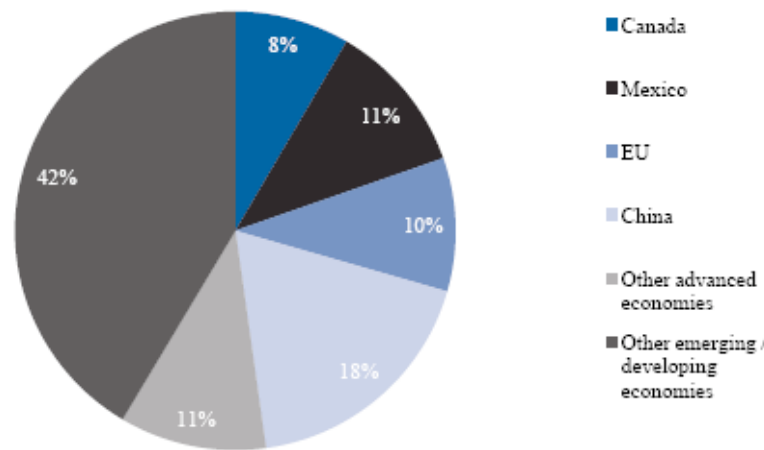


Sources: IMF Direction of Trade Statistics; CEA calculations.

Source : CEA, Economic Report of the President 2011, p. 99

Bien qu'ils ne soient la destination que de 43 % des exportations américaines, les marchés émergents représentent plus de 50 % de leur croissance en 2010. Les exportations à destination de l'Asie-Pacifique ont crû de 32 % au cours des trois premiers trimestres de 2010, celles à destination de l'Amérique latine de 29 %, celles à destination du Canada de 26 % et celles à destination de l'Europe d'ensemble de 9 %. Ces données très élevées sont en partie dues à la reprise du commerce après les creux enregistrés au plus fort de la crise économique en 2009, mais elles représentent aussi une tendance de fond : les niveaux d'exportations croissent plus rapidement vers les pays émergents que vers les pays développés. Il existe une corrélation étroite entre la croissance du PIB et la croissance des importations. Les marchés émergents continueront à croître beaucoup plus rapidement que les économies développées au cours des années à venir et devraient par conséquent voir leur part dans les exportations américaines continuer d'augmenter. Le CEA évalue que plus de 70 % de la croissance des exportations américaines au cours de la période 2009-2014 sera générée par les pays émergents.

Figure 4-12
Projected Share of U.S. Nominal Export Growth, 2009-14

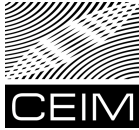


Sources: IMF, World Economic Outlook, October 2010; Bureau of Economic Analysis / Census Bureau, U.S. International Trade in Goods and Services; CEA calculations.

Source : CEA, *Economic Report of the President 2011*, p. 102

L'ouverture des marchés émergents, une priorité pour la politique commerciale

Manifestement, l'intérêt des États-Unis pour les marchés des pays avancés comme le Canada, le Japon et l'Union européenne décroît. Ce sont des économies ouvertes et les barrières à l'entrée y sont négligeables. Par contre, l'intérêt pour les marchés émergents ne cesse de croître, mais ce sont des marchés relativement fermés en comparaison des premiers. En moyenne, les tarifs imposés aux exportations américaines par les pays du BRIC (Brésil 13,6 %, Russie 10,8 %, Inde 13 %, Chine 9,6 %) sont deux à trois fois plus élevés que ceux imposés par l'Union européenne et le Japon. Quant aux barrières non tarifaires, elles représentent un obstacle encore plus important que les tarifs. L'ouverture de ces marchés est devenue une priorité pour l'Administration actuelle, avec deux conséquences : premièrement, les négociations commerciales de l'Administration Obama se concentrent résolument vers l'ouverture des marchés asiatiques. La conclusion de l'accord de libre-échange avec la Corée du Sud et les négociations en cours pour la formation d'un Partenariat transpacifique en sont deux exemples probants. Deuxièmement,



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 8, 1^{er} mars 2011

L'élimination des barrières non tarifaires est le principal objectif poursuivi dans ces négociations. Cela se matérialise dans les tentatives américaines d'imposer des clauses qui visent à uniformiser les règles d'accès aux marchés et à renforcer le respect des droits de propriété intellectuelle.

« L'Administration s'engage en conséquence à négocier [l'ouverture des marchés internationaux] de façon à assurer un commerce loyal pour les exportateurs américains. En plus de s'engager à compléter les accords de libre-échange avec la Corée du Sud, la Colombie et Panama, ainsi qu'à conclure le cycle de Doha, l'Administration accroît la pression sur les économies asiatiques afin qu'elles diminuent les barrières commerciales et s'ouvrent aux exportations américaines à travers la négociation du Partenariat transpacifique. »

– CEA, *Economic Report of the President 2011*, p. 106.

Le rapport souligne aussi l'importance des négociations à l'OMC dans le cadre du cycle de Doha afin de libéraliser les économies des pays du BRIC. Dans ce cas précis, le discours officiel colle mal à la réalité. Les négociations sont toujours entravées par des différences tranchées entre les positions des pays développés et des pays en développement. Les chances d'en arriver à une entente en 2011 sont faibles et la tenue des élections présidentielles américaines en 2012, dans un contexte où l'ouverture commerciale est très impopulaire, pourrait retarder davantage le progrès des négociations.

Source : Council of Economic Advisers, *Economic Report of the President 2011*, Washington, White House, 23 février 2011, 324 p. En ligne : <http://www.whitehouse.gov/administration/eop/cea/economic-report-of-the-President>

Relations commerciales

Imposition de sanctions contre la Lybie

L'Administration Obama a annoncé, le vendredi 25 février, une série de sanctions économiques contre le régime de Mouammar Kadhafi. En plus du gel des avoirs de la famille immédiate du dictateur et des hauts dirigeants du régime aux États-Unis, toutes les licences d'exportations de marchandises à usage militaire vers la Lybie ont été suspendues. La secrétaire d'État, Hillary Clinton, a annoncé que de nouvelles sanctions pourraient être imposées sous peu. La présidente de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, Ileana Ros-Lehtinen (R-FL), a demandé à l'Administration d'adopter des sanctions plus sévères encore. Elle réclame que l'Administration procède au gel de toutes les transactions financières avec le régime, et ce, en plus du gel des investissements dans le secteur pétrolier, dont l'exploitation représente sa principale source de revenus.

Rappelons que la Lybie a longtemps fait l'objet d'un embargo complet de la part des États-Unis, qui accusait le régime Kadhafi de soutenir et d'organiser des actions terroristes. La reconnaissance gouvernementale de la responsabilité libyenne dans un attentat contre un avion commercial américain, en 1988, ainsi que le démantèlement du programme d'armes de destruction massive libyen a permis la levée progressive des sanctions économiques à partir de 2003. Les relations entre les États-Unis et la Libye ont été normalisées en 2008. Les troubles dans

le pays surviennent moins d'un an après la signature d'un Accord-cadre de coopération sur le commerce et l'investissement (TIFA) avec les États-Unis, qui devait normaliser les procédures d'investissement pour les entreprises américaines installées en Libye. Les pétrolières Chevron et BP prévoyaient investir 60 milliards de \$ É-U pour développer le potentiel pétrolier et gazier du pays, qui possède la neuvième réserve mondiale connue d'or noir.¹

Les États-Unis importent de Libye presque exclusivement des produits pétroliers. Ces importations se sont élevées à environ 2 milliards de \$ É-U en 2010. L'importation d'un peu moins de 100 000 barils de pétrole par jour depuis la Libye représente environ 0,5 % de la consommation quotidienne américaine. Les États-Unis y exportent principalement des équipements de transport et de la machinerie industrielle. Les exportations de marchandises américaines vers la Libye se sont élevées à 665 millions de \$ É-U en 2010, une somme marginale. En conséquence, l'impact économique direct pour les États-Unis de l'instabilité en Libye devrait être négligeable. Cependant, elle pourrait retarder les investissements pétroliers importants que les entreprises pétrolières américaines souhaitent y effectuer, sans compter que l'instabilité croissante dans la région fait craindre une flambée des prix du brut, qui elle, aurait un impact direct sur l'activité économique aux États-Unis.



Mouammar Kadhafi et Barack Obama, lors d'une rencontre du G8 en Italie en 2009 (Reuters)

Pour consulter l'ordre exécutif du Président Obama annonçant les sanctions économiques à l'endroit du régime libyen, voir : White House http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/2011libya.eo_rel.pdf

Pour consulter la réaction de la secrétaire aux Affaires étrangères, Hillary Clinton, voir : Department of State <http://www.state.gov/secretary/rm/2011/02/157187.htm>

Pour consulter la réaction de la présidente de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, Ileana Ros-Lehtinen, voir : House Foreign Affairs Committee http://foreignaffairs.house.gov/press_display.asp?id=1735

Pour plus d'information sur les relations entre les États-Unis et la Libye, consulter le rapport suivant : Christopher M. Blanchard et Jim Zanotti, *Libya: Background and U.S. Relations*, Congressional Research Service, 18 février 2011, en ligne : Department of State <http://fpc.state.gov/documents/organization/157348.pdf>

Source statistique : International Trade Administration, Trade Stats Express, en ligne : <http://tse.export.gov/TSE/TSEHome.aspx>

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

Vicki Needham, « Commerce Department Budget Focuses on Expanding Exports », *The Hill*, 14 février 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/144019-commerce-department-budget-focuses-on-expanding-exports>

Lana Bandoim, « The Impact of Ecuador's Case Against Chevron », *Yahoo news*, 15 février 2011, en ligne : Yahoo http://news.yahoo.com/s/ac/20110215/bs_ac/7861438_the_impact_of_ecuadors_case_against_chevron_1

¹ Pour plus d'information concernant le TIFA entre la Libye et les États-Unis, consulter la Chronique commerciale américaine du 3 juin 2010, en ligne : CEIM <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/03-06-10.pdf>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 8, 1^{er} mars 2011

Arvind Subramanian, « Arab Spring Will Not See an Economic Boom », *Financial Times*, 21 février 2011, en ligne : IIE <http://iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1770>

Sonja Cheung, « Yuan Hits 17-Year High as Central Bank Signals Room for Gains », *Bloomberg*, 21 février 2011, en ligne : Bloomberg <http://www.bloomberg.com/news/2011-02-21/yuan-hits-17-year-high-as-central-bank-signals-room-for-gains.html>

Gonzalo Ortiz, « Ecuador: Still a Ways to Go, After Historic Ruling Against Chevron », *Upside Down World*, 21 février 2011, en ligne : UDW <http://upsidedownworld.org/main/news-briefs-archives-68/2919-ecuador-still-a-ways-to-go-after-historic-ruling-against-chevron>

Michael Levi, « Prepare Now for a Saudi Oil Price Shock », *Financial Times*, 22 février 2011, en ligne : FT <http://www.ft.com/cms/s/0/2ed715b8-3ebb-11e0-834e-00144feabdc0.html#axzz1FBs07Et>

Stephen Johnson et Meredith Broadbent, « Time to Exchange Andean Preferences for Reciprocal Free Trade Agreements », *Center for Strategic and International Studies*, 23 février 2011, en ligne : CSIS <http://csis.org/publication/time-exchange-andean-preferences-reciprocal-free-trade-agreements>

International Center for Trade and Sustainable Development, « Congress Votes to Preserve US Subsidies for Brazilian Cotton Farmers », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 15, no 6, 24 février 2011, en ligne : ICTSD <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/101379/>

Doug Palmer, « Doha Deal Key to More Exports to India, Brazil - U.S. », *Reuters*, 24 février 2011, en ligne : Reuters <http://in.reuters.com/article/2011/02/23/idINIndia-55110420110223>

Helene Cooper et Mark Landler, « U.S. Imposes Sanctions on Libya in Wake of Crackdown », *New York Times*, 25 février 2011, en ligne : NYT <http://www.nytimes.com/2011/02/26/world/middleeast/26diplomacy.html>

Doug Palmer, « U.S.-Colombia Labor Plan Needed for Trade Deal: Baucus », *Reuters*, 25 février 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/02/25/us-usa-colombia-trade-idUSTRE71O5TB20110225>

Études économiques et commerciales :

David Asher, Victor Comras et Patrick Cronin, *Pressure : Coercitive Economic Statecraft and U.S. National Security*, Center for New American Security, 31 janvier 2011, en ligne : CNAS <http://cnas.org/node/5594>

Christian E. Weller, Luke Reidenbach, *The Case for Strategic Export Promotion : Addressing a Persistent U.S. High-Tech Trade Deficit*, Center for American Progress, 9 février 2011, en ligne : American Progress http://www.americanprogress.org/issues/2011/02/high_tech_trade.html

Ernest Z. Bower et Brian J. Lynch, *Pacific Partners : The Future of U.S.-New Zealand Relations*, Center for Strategic and International Studies, 22 février 2011, en ligne : CSIS <http://csis.org/publication/pacific-partners>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 8, 1^{er} mars 2011

Mots-clés: [Politique et négociations commerciales](#) • [États-Unis](#) • [Chine](#) • [Chronique commerciale américaine](#) • [Accords de libre-échange](#)

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278